

BRICS-T ?

était accompagné par le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Finances et du Trésor, le ministre de la Défense, le ministre du Commerce et les responsables du Parti de la justice et du développement (AKP). Durant ce sommet auquel la Turquie participait pour la première fois, le président a assisté à une session spéciale portant sur le développement mondial et a eu des réunions bilatérales avec les chefs d'États des pays des BRICS, notamment avec Vladimir Poutine. Alors que le chef de l'État turc effectuait sa première visite en Afrique depuis sa réélection le 24 juin dernier, ce dernier a souligné que ce voyage était l'occasion de nouer de nouvelles relations avec les cinq pays considérés comme les challengers des puissances économiques occidentales et a appelé les leaders de ces cinq pays à intégrer la Turquie à ce club des puissances émergentes créé en 2009 à l'initiative de la Russie.

La Turquie intégrera-t-elle le groupe des BRICS qui deviendrait alors BRICST ? C'est en tout cas la volonté qu'a affichée le président turc les 26 et 27 juillet derniers lors de ses entretiens avec les dirigeants des pays constituant les BRICS. S'exprimant devant les journalistes dans la capitale sud-africaine le 27 juillet, Recep Tayyip Erdoğan a soutenu que cette proposition avait été accueillie chaleureusement par ses homologues et particulièrement par la Chine « qui est en faveur de l'élargissement » et qui désire « impliquer d'autres pays dans cette plateforme ». Par ailleurs, pour le chef de l'État, cette option semble on ne peut plus naturelle, faisant remarquer que la Turquie est « membre du G-20 avec cinq de ces pays » et exprimant son désir que les pays membres « entreprennent les mesures nécessaires pour nous (la Turquie) accueillir et pour que nous occupions notre place au sein des BRICS ».

Il est vrai que, sur le plan économique, la Turquie, forte de 80 millions d'habitants, d'un PIB et d'une croissance au-dessus de celui du dernier entrant au sein du club, semble à première vue y avoir toute sa place. De plus, M. Erdoğan n'a pas manqué de souligner tout le potentiel d'un partenariat avec les BRICS dans les domaines

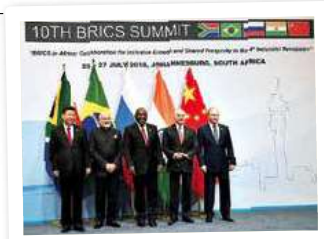
de l'économie, des investissements et des projets de développement. Il n'en reste pas moins que les indicateurs économiques de la Turquie sont dans le rouge. Inflation galopante, effondrement de la livre, déficit du compte courant, ou encore fuite massive des investisseurs, sur fond de tensions avec l'Amérique de Donald Trump dont les déclarations n'ont fait qu'accélérer le déclin de la monnaie nationale, ne jouent pas en faveur d'Ankara.

En revanche, tout comme les BRICS, la Turquie plaide pour une réforme des organisations internationales, à commencer par le Conseil de sécurité, afin qu'elles soient davantage le reflet du caractère multipolaire de la scène internationale. En outre, les BRICS et la Turquie désirent élargir leurs influences. Ainsi, une association avec la Turquie, puissance régionale incontournable qui connaît des crispations avec ses alliés traditionnels que sont l'Union européenne et les États-Unis, pourrait être bénéfique aux deux parties. Néanmoins, l'entrée d'un nouveau pays dans ce club des puissances émergentes ne semble pas encore à l'agenda tandis que la Turquie n'est pas le seul pays à témoigner d'un grand intérêt pour les BRICS. D'ailleurs, si la présence du président turc au dixième sommet des BRICS

semble être un signe encourageant, le président russe a rappelé qu'aucun élargissement des BRICS n'était à l'ordre du jour : « Nous n'avons pas l'intention pour l'instant d'augmenter formellement le nombre des membres des BRICS parce que les formats actuels montrent leur efficacité. Mais cela ne signifie pas que l'organisation est close et que les portes sont fermées. Tout simplement, c'est une question qui ne se règle pas spontanément. Il faut l'analyser méticuleusement ».

En attendant, Ankara met un point d'honneur à renforcer la coopération avec les BRICS, tant sur le plan économique que sécuritaire.

Dans cet esprit, le président turc a déclaré qu'il s'attendait à la mise en place de nouveaux espaces de collaborations entre les pays des BRICS et la Turquie sur le plan économique et commercial, mais aussi pour les projets de développement, proposant notamment de créer « une nouvelle agence de notation internationale impartiale » dans le but de « renforcer la collaboration sud-sud ». Par ailleurs, M. Erdoğan a annoncé que la Turquie prévoyait « la finalisation des négociations d'adhésion entre notre ministère du Trésor et des Finances et la nouvelle banque de développement des BRICS », tout en prônant une re-



lation renforcée entre l'OIC et les BRICS « pour un monde égal », soulignant que le système mondial actuel est « un système qui ne satisfait personne, sauf une minorité dont les intérêts sont garantis ».

La sécurité et la lutte contre le terrorisme furent aussi au cœur des réunions bilatérales entre le président turc et ses homologues. M. Erdoğan a pressé l'Afrique du Sud à prendre davantage de mesures pour lutter contre l'organisation terroriste güleniste (FETÖ), accusée d'être la fomentatrice de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Le chef de l'État a déclaré lors de ce sommet avoir évoqué « l'impact dévastateur du terrorisme sur le monde » et « les types de solutions que nous pouvons mettre en place pour renforcer la paix mondiale et accroître la coopération régionale ».

* Camille Saulas



Dr. Olivier Buirette

« Je suis l'Autriche, je suis l'Europe » ; telle est la vidéo de trois minutes présentée sur la page de la présidence autrichienne de l'Union européenne (UE)

assurée par celle-ci, depuis le 1^{er} juillet jusqu'au 31 décembre 2018. Cette présidence est représentée par son chancelier fédéral Sebastian Kurz, l'un des plus jeunes dirigeants à l'échelle internationale (31 ans seulement). L'Autriche avait assuré cette présidence deux fois auparavant soit durant les années 1998 et 2005. Cette fois-ci, cela pose problème dans la mesure où un vent populiste à nette tendance d'extrême droite souffle de nouveau sur l'Europe sur fond de crise migratoire que l'UE, faute d'une gouvernance renforcée, maîtrise avec la plus grande difficulté.

À ce titre, les événements récents démontrant l'extension de cette tendance sont bien présents notamment avec la coalition du parti conservateur du chancelier Kurz (ÖVP) avec le FPÖ, ce parti d'extrême droite fondé en 1955 qui a souvent affiché ses tendances nostalgiques du Troisième Reich et qui fut longtemps dirigé par Jörg Haider. C'est ce même FPÖ, de nouveau au pouvoir dans le cadre de cette coa-

Nouvelles inquiétudes : L'Autriche présidente de l'Union européenne de juin à décembre 2018 ?

lition depuis 2017, qui avait provoqué la grave crise de 2002 entre l'Autriche et l'UE qui failli déboucher sur de sévères sanctions voir son exclusion par Bruxelles.

Tout cela ne serait peut-être pas si inquiétant si nous ne nous étions pas engouffrés dans une véritable vague populiste, radicale et très anti-européenne surtout pour la partie « Est » de l'Union, mais pas seulement... Rappelons à ce sujet les cas de la Hongrie de Viktor Orbán depuis 2010, de la Pologne depuis 2015, de la République Tchèque en 2013 et enfin d'un autre pays occidental d'une importance majeure puisqu'il figure parmi les fondateurs de l'UE : l'Italie, avec cette coalition, dirigée depuis le 1^{er} juin 2018 par Giuseppe Conte, entre les populistes du Mouvement 5 étoiles et le parti d'extrême droite, la Ligue du Nord de Matteo Salvini.

Partout en Europe, sauf en France - entre autres et pour le moment -, ces coalitions accèdent au pouvoir et surtout s'y maintiennent.

Dans un tel cadre, la petite vidéo de présentation dont je parlais au début de cet article n'étonnera personne. Présentant l'Autriche comme un petit pays alpestre traditionnel, mais aussi moderne et

où règne la sécurité, elle conclut que cela est - ou devrait être - comme cela partout en Europe. Nous n'avons par exemple pas une image de Vienne, la capitale, si ce n'est de loin, qui fut il y a encore un siècle la ville la plus cosmopolite du monde. Il n'y a aucune image de la diversité culturelle et ethnique de ce pays.

Cette présidence autrichienne définit des axes très clairs, ainsi que le chancelier Kurz l'a déclaré le 11 juin 2018 lors de la conférence des Présidents du Parlement européen : « Nous assumons une grande responsabilité en Europe avec la présidence du Conseil. Pour cela, une coopération étroite avec le Conseil européen, la Commission européenne et le Parlement européen en tant qu'institutions de l'UE est très importante pour nous ». Ce dernier précise le 24 juin suivant que « Nous assumons la présidence du Conseil dans une époque de tensions découlant de la crise migratoire, du Brexit et de crises internationales. De plus, il s'agit de la dernière présidence du Conseil complète ayant lieu avant les élections du Parlement européen de 2019. L'Autriche contribuera à renforcer la coopération dans l'UE. »

Le contexte de ce semestre autrichien

est donc ici clairement défini et le cadrage sécuritaire ajouté aux problèmes de la crise migratoire - dont les chiffres divulgués en août 2018 montrent une reprise à la hausse des flux vers l'Europe - devrait peser sur les élections européennes de 2019 comme le rappelle le chancelier autrichien.

Au seuil de cette présidence, la question se trouve donc de nouveau posée pour les décideurs européens de savoir si nous n'avons pas là, la dernière occasion de pouvoir enfin définir tous ensemble une politique commune de gestion des frontières européennes et des flux migratoires, peut-être par une refondation des accords de Schengen ? Si cette occasion n'était pas saisie d'ici aux élections européennes de 2019 alors il serait à craindre une montée supplémentaire des mouvements populistes et nationalistes au sein d'une UE qui en sortirait encore plus fragilisée.

Les faits sont là et sont assez alarmants pour qu'enfin cet élan puisse se concrétiser. La France et la politique pro-européenne du président Macron y auront le cas échéant toutes leurs places associées aux États qui souhaiteront avancer sur ce point.